ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Lutte contre la surpopulation carcérale en Guadeloupe

Question écrite n° 38999

Texte de la question

Mme Justine Benin attire l'attention de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, sur les projets immobiliers dans les établissements pénitentiaires de Guadeloupe pour lutter contre la surpopulation carcérale. Dans le cadre de la lutte contre la surpopulation carcérale, un plan immobilier pénitentiaire a été annoncé par la garde des sceaux et ministre de la justice, Nicole Belloubet, en octobre 2018. Celui-ci a prévu à horizon 2027 la création de 15 000 places supplémentaires en détention dans l'ensemble de la France. Dans le cadre de ce plan immobilier, décliné à l'échelle de la Guadeloupe, l'Agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ) a été mandatée au nom et pour le compte de l'État pour concevoir un dispositif d'extension de capacité du centre pénitentiaire existant de Baie-Mahault, ainsi que la reconstruction de la maison d'arrêt de Basse-Terre. Ces deux projets sont essentiels et indispensables pour la Guadeloupe. En effet, ce territoire souffre d'une surpopulation carcérale encore plus prégnante que dans les établissements carcéraux de l'Hexagone. Ces difficultés ont des conséquences graves non seulement sur les détenus, qui voient leurs conditions de vie et leurs droits fondamentaux bafoués, mais également sur les personnels pénitentiaires, qui souffrent de conditions de travail de plus en plus difficiles. Aussi, elle souhaite qu'un bilan de l'état d'avancement des travaux en cours, à la fois pour la reconstruction de la maison d'arrêt de Basse-Terre, et pour l'extension du centre pénitentiaire de Baie-Mahault, soit réalisé prochainement afin de faire le point sur les avancées et les perspectives de délivrance de ces deux projets.

Données clés

Auteur : Mme Justine Benin
Circonscription : Guadeloupe (2e circonscription) - Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 38999
Rubrique : Outre-mer
Ministère interrogé : Justice
Ministère attributaire : Justice

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 18 mai 2021, page 4171
Question retirée le : 21 juin 2022 (Fin de mandat)